Politique d'austérité sans nuance aucune

L'économiste en chef de la Chambre de commerce se prononce sur le programme de stabilité et de croissance (PSC) du Luxembourg pour la période 2013-2016, jugeant qu'il manque d'ambition et de réalisme.

La 14e actualisation du PSC pour la période de 2013 à 2016 a été confectionnée par le Luxembourg et transmis aux organes compétents de la Commission européenne. Selon le constat de Carlo Thelen, «chief economist» à la Chambre de commerce, la situation est «catastrophique», puisque en période préélectorale, pour la politique toutes les raisons sont bonnes pour renoncer à l'impératif de l'équilibre budgétaire.

De notre journaliste
Jean Rhein

D'emblée l'expert constate que le cadre budgétaire européen nécessite davantage de rigueur et, s'avérant très complexe, il dispose de trop peu de moyens contraignants. Certains éléments de la nouvelle architecture de gouvernance économique de l'Europe (le système du reporting budgétaire périodique et de la coordination économique européenne qui devrait s'ensuivre) sont contradictoires, selon le point de vue de l'économiste Carlo Thelen.

La présentation de la Chambre de commerce à l'attention de la presse met l'accent – à juste titre – sur l'illisibilité («peu lisible») du cadre budgétaire européen, vu la complexité de la procédure. Il y aurait des doublons dans les communications entre les États membres (27, voire 25 membrs) et la Zone euro (17 membres), tout cela ne conduisant pourtant pas à une mise en question de quelconque manière de la procédure.

Si on laissait faire les patrons seuls

Les propositions énoncées une fois de plus par Carlo Thelen revendiquent une réforme du cadre budgétaire et le lancement d'un grand audit des dépenses publiques, la concrétisation de la simplification administrative sur le terrain des entreprises, le maintien de l'effort d'investissement public à un niveau élevé, la maîtrise des dépenses publiques, tout en érigeant comme sujet tabou le relèvement des impôts (sauf celui de la TVA, en réclamant immédiatement la désindexation de tout effet du renchérissement des prix sur les consommateurs).

L'économiste constate qu'aucun des objectifs formulés par la Commission européenne n'a été atteint (situation budgétaire «saine» / mesures visant à freiner les dépenses liées aux retraites / abolition du système de négociation et d'indexation des salaires).

L'avenir est incertain

Parmi les questions qui n'ont pas trouvé encore de réponse satisfaisante, l'économiste de la Chambre de commerce s'interroge sur l'impact de l'échange automatique d'informations («nécessaire mais aucunement surprenant») sur la place financière.

Il a été, vendredi, plus catégorique à propos de la compensation de la perte de recettes de la taxe sur la valeur ajoutée en raison du changement de régime de la taxation du commerce électronique: «Il est insoutenable que les recettes fiscales (à charge des entreprises) soient relevées.»

Vision classique de l'économie grand-ducale: «La stimulation de la croissance passe par l'efficience au niveau interne et par l'attractivité au niveau externe.» Dans la mesure où le langage de la Chambre de commerce requiert «des adaptations et changements rapides au Luxembourg», il semble entendu qu'il s'agit de mesures rapides et incisives au niveau de l'abandon complet de l'indexation de l'économie.

Phrase étonnante dans les conclusions écrites de l'économiste de la Chambre de commerce: «Les citoyens et la société civile sont conscients de la nécessité de changer de cap, aux gouvernants de prendre leur responsabilité.»

Photo : fabrizio pizzolante

Carlo Thelen a développé, vendredi, devant les journalistes, le point de vue de la Chambre de commerce.